

23 Février 1971

André BAUSSAN
NOTAIRE
NYONS (Drôme)

CESSION D'UN DROIT DE CAPTAGE D'EAU

PARDEVANT Me André BAUSSAN, Notaire
à la résidence de NYONS (Drôme) soussigné,

ONT COMPARU

1^o Madame Marinette ROMAN, infirmière
épouse de Monsieur Jacques IMBERT, avec
lequel elle demeure et est domiciliée à
CHALANCON.

Agissant en qualité de Maire
de la commune de CHALANCON (Drôme),
Et spécialement autorisée à
l'effet des présentes,

En vertu d'une délibération du
Conseil Municipal de ladite commune
en date du ~~sept~~ ^{sept} Septembre mil neuf cent
soixante-six, approuvée par Monsieur
le Sous-Préfet de DIE, le quatre No-
vembre mil neuf cent soixante six,
dont une copie conforme est demeurée
ci-jointe et annexée après mention.

D'une part

2^o Et Monsieur Marin ROMAN, Agent
d'Assurances et Maire de la Commune de LA
MOTTE CHALANCON (Drôme) y demeurant.

Agissant en qualité de Maire de
la commune de la MOTTE CHALANCON (Drôme)
y demeurant.

Et spécialement autorisé à
l'effet des présentes,

En vertu d'une délibération du
Conseil Municipal de ladite commune
en date du quinze Septembre mil neuf
cent soixante six, approuvée par Mon-
sieur le Sous-Préfet de DIE le vingt-
huit Novembre mil neuf cent soixante
six, dont une copie conforme est de-
meurée ci-jointe et annexée après men-
tion.

Premier Rôle

Le Conservateur

ET ENREGISTREMENT
PUBLIÉ
à la Conservation des Hypothèques
de Valence 2^e le - 1 AVR. 1971
Dépôt N° 1604 Vol. 90 N° 27
Reçu Dix neuf francs
T. Dép. :
T. Com. :
Salaires : 19,00
Total : 19,00
T. Dép. :
T. Com. :
Salaires : 19,00
Total : 19,00

Et en vertu d'un arrêté de Monsieur le Préfet de la Drôme en date du vingt-huit Novembre Mil neuf cent soixante-six, dont une ampliation est demeurée ci-jointe et annexée après mention.

D'AUTRE PART

LESQUELS préalablement à la cession d'un droit de captage d'eau, faisant l'objet des présentes, ont d'abord exposé ce qui suit :

EXPOSE

La Commune de CHALANCON est propriétaire depuis un temps immémorial de deux parcelles de terre en nature de lande situées sur le territoire de la commune de CHALANCON lieudit "Le Village" figurant au plan cadastral révisé de ladite commune ainsi qu'il suit :

: S : N° :	Lieudit	: nature :	contenances
: : :		:	: Ha : A : Ca
: B : 405:	Le Village	: lande :	: 62: 30
: B : 407:	id	: lande :	: 95: 40

pour une contenance totale de un hectare cinquante sept ares soixante dix centiares. I :57: 70

Sur ces parcelles jaillit et flue une source d'eau potable d'un débit d'environ quinze litres par dont le captage partiel serait indispensable à l'alimentation en eau potable de la Commune de la MOTTE CHALANCON selon le projet établi par la Direction Départementale de l'Agriculture de la Drôme.

CESSION

CECI EXPOSE : La Commune de CHALANCON par la voix de son Maire a par les présentes cédé à la Commune de LA MOTTE CHALANCON, ce qui est accepté pour elle et en son nom par son Maire Monsieur ROMAN sus-nommé.

Le droit de capter l'eau potable produite par sa source mais à raison seulement d'un débit de sept litres par seconde.

RESERVES ET CONDITIONS

La présente cession est faite aux charges et sous les conditions suivantes de part et d'autre formellement acceptées :

1° La Commune de LA MOTTE CHALANCON, ou ses préposés jouiront de toutes facilités pour accéder à la source ou au bassin qui sera créé et pour effectuer tous travaux de construction, transformation, entretien ou réparations

pour installer toutes canalisations ou même pour entreprendre tous travaux de creusement ou de galeries dans le sous sol du terrain restant appartenir à la Commune de CHALANCON

2° La Commune cédante ou ses ayants droit, dans l'avenir pourront continuer à disposer librement du terrain sur lequel flue la source dont il s'agit, sans toutefois pouvoir causer par des engrais des fumiers ou autres cultures, des infiltrations susceptibles de contaminer la nappe aquifère attendu que la source ainsi captée est utilisée comme eau potable.

3° La Commune acquéreur ne pourra demander aucune indemnité à la Commune de CHALANCON, pour le cas où le débit de la source viendrait à diminuer.

En cas de tarissement de la source, ou en vue d'en augmenter le débit, la Commune de LA MOTTE CHALANCON pourra entreprendre dans l'avenir tous travaux de fouille, drainage ou captation au travers de la propriété de la commune de CHALANCON ou de leurs ayants droit, pour lui permettre de rechercher des veines d'eau le tout aux moindres dommages des propriétaires.

PRIX ou INDAMNITES

La présente cession est consentie et acceptée, moyennant :

1^{er} Rôle

1° Le prix de CINQ MILLE Francs

Lequel prix, Monsieur ROCH, es-qualités, oblige la Commune de LA MOTTE CHALANCON à payer aux tités après l'accomplissement des formalités de publication du présent contrat au deuxième Bureau des Hypothèques de VALAIGNEY.

Ce paiement sera effectué par Monsieur le Percepteur des Contributions Directes de :
faisant fonction du Receveur Municipal entre les mains de Me BUCHSAY, notaire soussigné en vertu et dans les conditions du décret N° 55-630 du 20 Mai 1955 sur mandant établi au nom de la commune vendeuse mais payable en l'acquit du notaire soussigné,

2° La charge pour la Commune de LA MOTTE CHALANCON de maintenir l'alimentation en eau potable de CHALANCON, et à compléter à ses frais par la construction d'un réseau de distribution avec branchement particulier jusqu'à l'entrée des maisons privées dont les propriétaires résident dans la Commune depuis plus de huit ans, ainsi que des bâtiments communaux et également pour les autres habitants du village, mais pour ces derniers les longueurs de branchement ne seront calculées qu'à partir de l'arrivée d'eau actuelle du village.

La commune de LA MOTTE CHALANCON ne pourra pas percevoir le montant des concessions d'eau pour les branchements qui auront été faits par elle-même et à ses frais à CHALANCON sauf pour les habitations qui sont situées en

aval du village et dont les propriétaires y habitent depuis moins de huit ans. *Cesdits charges évaluées à deux cent francs.*

PUBLICITE FONCIERE

Une expédition des présentes sera publiée au Bureau des Hypothèques de VALENCE, par les soins du notaire soussigné et aux frais de la commune de LA MOTTE CHALANCON.

FR. 13

Tous les frais droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la Commune de la MOTTE CHALANCON.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites les parties font élection de domicile à NYONS (Drôme) en l'étude de Me BAUSSAN, notaire soussigné.

LECTURE DES LOIS

Avant de clôre et conformément à la Loi, Me BAUSSAN Notaire soussigné a donné lecture aux parties qui le reconnaissent des dispositions des articles 678, 821, 1829, 1830 1837, 1838, 1840 et 1840 B du Code Général des Impôts ainsi que de l'article 366 du Code Pénal.

Les parties affirment expressément sous les peines édictées par l'article 8 de la Loi du 18 Avril 1918 (article 1837 du Code Général des Impôts précité) que le présent acte exprime bien l'intégralité du prix convenu.

En outre, le BAUSSAN, notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre lettre contenant une augmentation du prix.

DONT ACTE

Fait et passé à NYONS

En l'étude du notaire soussigné

L'AN MIL NEUF CENT SOIXANTE SIX ONZE

Et le VINGT TROIS FEVRIER

Lecture faite, les parties Monsieur ROMAN et Madame HEBERT en leur dite qualité ont signé avec le Notaire.

Suivent les signatures : ROMAN - ROMAN et BAUSSAN ce dernier notaire.

TENEUR DE L'ACTE

Extrait du Registre des Délibérations - Séance du 15 Septembre 1966.

L'An mil neuf cent soixante six et le 15 du mois de Septembre à 20 heures les membres du Conseil Municipal se sont réunis à la Mairie sous la présidence de Monsieur le Maire.

Etaient présents : M. MONTAUDO Paul, BRUGIERE Louis DAUMAS Julien, LONG Antonin, COLBE Frédéric, SERRAVALLE Albert, BENNETT Pierre, FRANCON Georges, CHAFFOI Juliette PONSOM René, LACOUR Roger.

Monsieur FRANCON Georges a été nommé secrétaire de séance.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le projet de renforcement de l'alimentation en eau potable établi par la Direction Départementale de l'Agriculture a fait l'objet de l'enquête réglementaire pour la déclaration d'utilité publique des travaux. Cette enquête s'est déroulée du 27 Juin au 11 Juillet en 4 séries de la MOTTE CHALANCON et de JAILLON.

Il donne lecture du rapport du Commissaire enquêteur en date du 12 Juillet 1966 lequel donne avis favorable à la déclaration d'utilité publique de ces travaux.

Il signale toutefois deux observations qui ne mettent cependant pas en cause d'utilité publique, à savoir :

Observation de la commune de CHALANCON

La commune de CHALANCON demande :

- qu'une indemnité de 5.000 F lui soit versée en échange de la cession de ses droits sur la source du Pas de l'Echelle.

- que son alimentation actuelle soit maintenue et qu'elle soit complétée par une distribution à domicile, étant bien entendu que ces travaux seront à la charge de la Commune de la Motte Chalancon qui ne saurait en aucun cas vendre l'eau distribuée à Chalancon.

- que les dommages causés aux chemins de la Commune de Chalancon par les travaux soient entièrement réparés par la Commune de la Motte Chalancon.

Observation de Monsieur REFFA

Monsieur REFFA a fait une opposition non motivée.

Monsieur le Maire informe alors qu'il appartient au Conseil Municipal de se prononcer sur la suite à donner aux observations présentées.

Le Conseil Municipal, où l'exposé de M. le Maire et après avoir délibéré :

- considérant que la Commune de Chalancon cède ses droits sur la source du Pas de l'Echelle pour un débit de 71 secondes, décide de donner avis favorable à la demande de cette Commune concernant son réseau d'alimentation en eau potable.

En conséquence, la Commune de la Motte Chalancon s'engage :

1° à verser une indemnité de 5.000 Frs à la commune de CHALANCON, en échange de la cession sur cette dernière d'un débit de 7 litres/seconde sur le débit de la source du Pas de l'Echelle.

sième Rôle

2° à distribuer l'eau gratuitement à CHALANCON après avoir prélevé le débit de 7 litres/seconde qui lui est dû. Elle prend en charge les travaux correspondants.

- s'engage à remettre en état les chemins situés sur le territoire de la Commune de CHALANCON qui seraient endommagés par les travaux et d'une façon générale s'engage à dédommager la Commune de CHALANCON des préjudices qu'elle pourrait subir du fait des travaux.

En ce qui concerne la réclamation formulée par M. MAFRE, le Conseil Municipal déclare qu'elle ne peut être prise en considération pour l'instant parce qu'elle n'est pas motivée. Quoiqu'il en soit, il s'engage à dédommager M. MAFRE de tout préjudice que ce dernier pourra prouver avoir subi du fait des travaux.

- autorise Monsieur le Maire à signer une convention avec le représentant de la Commune de CHALANCON fixant les droits et obligations des deux communes, tels qu'ils ont été définis ci-dessus,

- considérant qu'aucune des réclamations formulées ne conteste l'utilité publique des travaux, demande la déclaration d'utilité publique et la mise en adjudication dans les plus brefs délais.

- demande à Monsieur le Sous-Préfet de bien vouloir approuver la présente délibération.

Et ont signé au Registre les Conseillers présents

Pour extrait certifié conforme

A Chalancon le 18 Septembre 1966

Le MAIRE

Signé : ROLAN,

DEUXIEME ANNEXE

Le Préfet de la DROME

Officier de la Légion d'honneur,

Vu le projet d'alimentation en eau potable de la commune de la MOTTE CHALANCON par captage de la source du Pas de l'Eschelle, sur le territoire de la Commune de CHALANCON projet établi par la Direction Départementale de l'Agriculture de la Drome,

Vu la Loi du 8 Avril 1898 et le décret loi du 30 Octobre 1935 sur la dérivation des eaux non domaniales.

Vu le code de la Santé Publique et l'ordonnance N° 58-1265 du 10 Décembre 1958,

Vu la Loi du 4 Août 1962 et le décret d'application du 15 Février 1964 instituant une servitude sur les fonds privés pour la pose des canalisations publiques d'eau ou d'assainissement.

Vu l'ordonnance du 23 Octobre 1958 portant établissement des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité et les textes d'application, notamment le décret du 6 Juin 1959.

Vu les avis favorables du Conseil Départemental d'Hygiène du 1er Mars 1966, et de l'inspection Départementale des services d'incendie du 28 Février 1966.

Vu l'arrêté préfectoral N° 2057 du 7 Juin 1966, modifié par arrêté N° 2312 du 14 Juin 1966, soumettant le projet ci-dessus visé à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux.

Vu les dossiers de l'enquête à laquelle il a été procédé du 27 Juin au 11 Juillet 1966 dans les communes de la MOTTE CHALANCON,

Vu les résultats de l'enquête les observations contenues dans les registres d'enquête et l'avis du Commissaire enquêteur désigné,

Vu les délibérations des Conseils Municipaux de la MOTTE CHALANCON du 15 Septembre 1966 et de CHALANCON du 11 Septembre 1966, statuant sur les résultats de l'enquête sur les observations émises et sur l'avis du Commissaire enquêteur.

Vu la convention en date du 10 Septembre 1966 passée entre les communes de la MOTTE CHALANCON et de CHALANCON relative à la cession des droits sur la source du Pas de l'Echelle et à l'indemnisation et aux réparations qui en découlent,

Vu l'arrêté préfectoral du 14 Avril 1964, portant délégation de signature au Sous-Préfet de DIE,

A R R E T E

Article 1.- Sont déclarés d'utilité publique les travaux envisagés par la Commune de la MOTTE CHALANCON pour le captage de la source du Pas de l'Echelle située sur le territoire de la Commune de CHALANCON et les travaux correspondants d'alimentation en eau potable de la commune tels qu'ils ont été soumis à l'enquête visée ci-dessus.

Article 2.- La commune de LA MOTTE CHALANCON est autorisée à capter et à dériver les eaux de cette source pour un débit de 7 litres/seconde, conformément à la cession de droits que lui a consentis la commune de CHALANCON et conformément aux termes de la convention passée entre ces deux communes le 10 Septembre 1966.

Article 3 - Il sera établi autour de la source captée les ouvrages de protection indispensables et les expropriations éventuelles nécessaires à l'exécution des travaux devront intervenir dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 4.- Est annulé l'arrêté préfectoral du 26 Août 1965 déclarant d'utilité publique les travaux de captage de la source St-Antoine sur le territoire de la commune de la MOTTE CHALANCON dont le projet a été abandonné.

Article 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture le Sous-Préfet de DIE, le Directeur Départemental de l'Agriculture, les Maires de CHALANCON et de LA MOTTE CHALANCON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes

trième et dernier
Rôle